

Communiqué de presse

Paris, le 15 mars 2010.

Le 23 mars, les retraités aussi seront dans les manifestations.

Les organisations syndicales nationales CGT, CFDT, UNSA, FSU et Solidaires appellent les salariés en activité, les chômeurs, les jeunes en formation et les retraités à agir ensemble le 23 mars.

Pour l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS), cet appel unitaire à une action nationale interprofessionnelle est une bonne chose ; il doit répondre à l'urgence sociale que nous connaissons, à la nécessité d'une réponse massive aux attaques patronales et gouvernementales et aux besoins de fédérer les luttes éparses et difficiles menées dans certains secteurs et certaines entreprises.

L'UNIRS appelle plus particulièrement les personnes retraitées à manifester partout le mardi 23 mars dans l'unité pour faire aboutir les revendications portées par la majorité de la population qui souffre des politiques appliquées depuis de trop nombreuses années.

Prioritairement, l'UNIRS estime que ce n'est pas aux victimes de « la crise » d'en payer le coût, alors que celles et ceux qui en sont à l'origine, et particulièrement les banques, l'industrie financière et les capitaux spéculatifs continuent de fructifier en utilisant les fonds qui leur ont été avancés par les gouvernements. L'urgence est bien à une régulation financière réelle et efficace qui mette un coup d'arrêt à la financiarisation croissante de la société et qui permette à la démocratie politique de retrouver ses capacités d'intervention.

C'est alors à un autre partage des richesses qu'il faudra recourir, en réduisant la part que s'attribuent les actionnaires au détriment des investissements productifs et à l'encontre des moyens de vie et de subsistance de parts croissantes de la population dans les pays du Nord comme du Sud. Ainsi seront libérés des fonds qui permettront d'améliorer le pouvoir d'achat de très nombreux chômeurs, jeunes, actifs et retraités.

Un autre partage des richesses résultera tout à la fois d'une autre répartition des revenus dans les entreprises et par des réformes fiscales, tant nationales qu'internationales, qui taxent effectivement les plus-values et les profits, qui suppriment les avantages fiscaux accordés partout aux capitaux mobiles, aux entreprises multinationales et aux particuliers les plus riches. Une telle politique libérera des fonds pour financer la protection sociale, l'assurance-maladie, la politique familiale et les retraites. Elle ouvrira une période de revitalisation des services publics utiles à la population et à l'économie.

L'UNIRS, comme l'Union syndicale Solidaires, continue de revendiquer aussi un autre partage du temps de travail, en supprimant les heures supplémentaires souvent non payées, les suppressions d'emplois non remplacées, les cadences insupportables, pendant que d'autres sont sans emploi ou subissent des temps partiels invivables. Ce sera aussi une des raisons de s'opposer à la nouvelle tentative de reculer encore l'âge de départ en retraite.